

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°130 -9 octobre2012

Pour une réponse de gauche à la crise

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 11 octobre 2012

Démocratie & Socialisme

Le congrès de Toulouse du Parti socialiste sera-t-il utile aux salariés de ce pays, ceux qui ne vivent que de leur travail ou qui aimeraient bien en avoir pour vivre ? Oui, s'il est centré sur leurs préoccupations : emploi, salaires, retraites, santé, logement, environnement. Les attentes sont nombreuses. Il y a une urgence sociale !

Ce congrès peut aussi être utile au gouvernement. Que le PS le soutienne, oui évidemment, mais aussi qu'il l'aide à tenir bon face à tous ceux qui n'ont pas intérêt au changement et qui s'y opposent : la droite, le Medef, la technocratie d'Etat trop souvent fidèle à la pensée unique.

Pour un Parti qui débattre :

Qu'on se souvienne 1997-2002. On l'a tous dit... après : il n'aurait pas fallu que le Parti se taise, il aurait fallu un Parti qui continue à débattre et proposer. Il ne faut pas refaire les erreurs du passé, et avoir un parti atone lorsque la gauche est au gouvernement. Il ne faut pas attendre les fuites dans la presse sur les possibles arbitrages entre Bercy et Matignon sur tel ou tel projet de loi, il nous faut nous saisir de toutes ces questions ! Le gouvernement prône, et c'est tant mieux, la concertation. Il faut aussi qu'il se concertent avec le Parti socialiste !

On a coutume (à tort) de dire : un ministre, « *ça ferme sa gueule ou ça démissionne* ». Mais un militant n'a pas ce genre de contrainte. Un militant, il peut l'ouvrir. Il en a même le devoir ! C'est comme cela aussi que l'on fera réussir la gauche durablement ! D'autant que, et c'est l'avantage de ce congrès, il n'y a pas dans ce débat de querelle d'égos, pas de problème de leadership. François Hollande, il est à l'Elysée. Et nous l'espérons, tous, pour dix ans ! Il est donc possible de débattre sereinement, dans la clarté, dans la franchise, et confronter les points de vue tout en assumant un certain nombre de différences, de divergences politiques. C'est le rôle de tout congrès !

Le social au coeur, le refus de l'austérité :

Notre pays connaît une croissance quasi-nulle, il y a un chômage de masse. Les plans sociaux pleuvent. La seule question qui doit nous préoccuper, nous militants socialistes, c'est : **comment offrir une réponse de gauche à la crise ?** C'est tout le débat sur le redressement du pays.

Dans le texte de la motion 1, on peut lire : « la dette, c'est l'ennemie de la gauche ». Non ! La dette, ce n'est ni bien ni mal. Cela dépend de ce que l'on en fait. **Le chômage : c'est l'ennemi de la gauche ! Les inégalités sociales : c'est l'ennemi de la gauche !** Et comme l'a si bien dit François Hollande lors du meeting du Bourget, notre véritable adversaire, c'est la finance ! Une finance irresponsable, mais entièrement coupable de la crise actuelle.

Le redressement du pays passe par la relance, pas par la rigueur. Oui, nous assumons ce débat ! On parle maintenant d'un nécessaire « choc de compétitivité ». Cela ne passe pas par la baisse des « cotisations patronales » (cotisations et non charges !). **Il n'y a pas pour nous de coût trop élevé du travail, mais un coût du Capital.** En 1980, la part des dividendes versés aux actionnaires représentait 3,2 % du PIB, aujourd'hui 9,3 %. 180 milliards de dividendes qui n'ont aucune utilité économique et sociale. C'est ça le coût trop élevé du Capital. **Si choc de compétitivité il doit y avoir, cela passe par la hausse des salaires et la relance de l'investissement.**

Cela amène à la question des 3 %, qui se trouvent aussi dans la motion 1. Faut-il maintenir l'objectif de ne pas dépasser 3 % de déficit public dans notre pays en 2013 avec une croissance inférieure à 1 % ? Ce n'est ni prioritaire, ni réaliste ! Cela ne doit pas être le carcan dans lequel sont inscrites les politiques publiques. Oui, bien sûr, il faut du sérieux budgétaire. Mais cela ne répond pas à la question de la nécessaire relance. La hausse du SMIC n'a pas été suffisante. Il ne faut pas attendre la relance pour augmenter les salaires, mais plutôt augmenter les salaires pour

permettre la relance ! **SMIC, retraites, minimas sociaux, allocation d'autonomie pour les jeunes : l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, c'est la condition du « redressement dans la justice ».**

Et maintenant l'Europe sociale ? Le vote du traité ne va pas éteindre le débat sur la rigueur et l'austérité. Tous les socialistes s'accordent à dire que François Hollande a permis que s'ouvre enfin le débat sur la relance en Europe. Mais, nous savons que, pour les libéraux, la relance passe par une plus grande flexibilité du travail, de nouveaux reculs sociaux. **Ce n'est pas la vision socialiste** de la relance. Quant au volet relance prévu en accompagnement du traité, chacun sait que c'est un premier pas mais bien insuffisant : seulement 0,9 % du PIB de l'UE ! Et sur les 120 milliards prévus, il y en a 60 qui ne sont qu'une réaffectation de fonds européens déjà existants.

Ce qui domine dans ce traité, comme dans toute la politique qu'imposent les conservateurs à l'Union européenne, c'est la question de la rigueur budgétaire. Nous ne sommes pas d'accord ! **La dette publique n'est pas à l'origine de la crise ! Elle n'en est que la conséquence !** Comme le disent les économistes contre le traité : *« L'Espagne et l'Irlande subissent aujourd'hui les attaques des marchés financiers alors que ces pays ont toujours respecté les critères de Maastricht. La montée des déficits publics est une conséquence de la chute des recettes due aux cadeaux fiscaux faits aux plus riches et de l'aide publique apportée aux banques privées. La crise s'explique également par l'absence totale de régulation du crédit et des flux de capitaux. Elle est entretenue par la Banque centrale européenne (BCE) qui appuie sans conditions les banques privées, et exige à présent une "stricte conditionnalité" d'austérité des Etats lorsqu'il s'agit de jouer le rôle de "prêteur en dernier ressort". En outre, cette crise est aggravée par le dumping fiscal intra-européen et l'interdiction qui est faite à la BCE de prêter directement aux Etats pour des dépenses d'avenir, au contraire des autres banques centrales. Enfin, la crise est renforcée par l'extrême faiblesse du budget européen ».*

Nous sommes tous profondément européens. Le problème, c'est qu'après chaque traité, on nous dit : après, après, ce sera le tour de l'Europe sociale ! Aux élections européennes de 2014, il faudra mettre la question des convergences sociales et des convergences fiscales au coeur de la campagne !

Un État stratège, des pouvoirs publics forts : Alors que l'investissement public n'est pas au rendez-vous, il faut maintenir un haut niveau d'investissement public. Cela pose la question du rôle de l'Etat dans la politique économique. Nous prônons un état stratège, avec une volonté industrielle. Il ne faut pas s'interdire l'introduction de capital public pour protéger des secteurs d'activité essentiels, voire des nationalisations. Les régions doivent aussi participer à cet effort de relance. La Banque publique d'investissement (BPI) sera un premier pas. Mais il faut qu'elle soit sérieusement dotée. Or le lobby bancaire pèse de tout son poids. On parlait d'une capacité de 100 milliards pour la BPI, qu'en est-il aujourd'hui ? Par ailleurs, pourrions-nous accepter de nouvelles baisses des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales ?

Rénovation du PS, rassemblement de la gauche, lien avec les mouvements sociaux

Le Parti socialiste doit poursuivre sa rénovation. Cela nécessite de respecter les engagements pris en matière de non-cumul des mandats. Il doit poursuivre ses efforts en termes de parité, et veiller à la diversité sociale et d'origine.

Tout en menant cette rénovation, il faut aussi travailler inlassablement au rassemblement de la gauche. Cela sera, par exemple, indispensable lors des élections municipales de 2014. Nous devons aussi veiller, alors que la gauche est majoritaire dans la plupart des institutions, à garder « les pieds sur terre ». **Le Parti socialiste doit rester un parti militant, en lien avec le mouvement social, les associations et les syndicats.** Il ne doit pas être un simple haut-parleur de la politique gouvernementale. Nous devons aussi relayer ce qui se passe sur le terrain, et **construire le rapport de force social** sur lequel le gouvernement pourra s'appuyer face aux pressions des nantis ! Avec une volonté maintenue : changer durablement la société, avec au premier plan **l'objectif de la redistribution des richesses qui reste la mission historique des socialistes que nous sommes.** Tout ceci, évidemment, dans un

Pour une réponse de gauche à la crise

contexte de **crise écologique** : il y a la sortie du nucléaire, la fin de la dépendance au pétrole, mais aussi une action énergique à mener sur la relocalisation de la production. La relocalisation c'est à la fois une lutte environnementale et une lutte en faveur de l'emploi local.

Pour la motion 3, à laquelle les amis de *Démocratie & Socialisme* participent activement, il s'agit d'appuyer l'action du gouvernement face au monde de la finance et aux grandes multinationales comme SANOFI, Mittal, TOTAL, qui pillent nos richesses, nos emplois, notre environnement. C'est la seule orientation réaliste pour les socialistes dans cette situation de crise durable du capitalisme !